

Comité d'audit  
Western Climate Initiative, inc.  
Sacramento, Californie

Nous sommes tenus, en vertu des normes d'exercice professionnel, de vous informer adéquatement de certains points concernant l'audit des états financiers qui, à notre avis, relèvent de vos fonctions de surveillance du processus de communication de l'information financière. C'est précisément à cette fin que nous vous présentons ce rapport.

## **RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR EN VERTU DES NORMES GÉNÉRALEMENT RECONNUES AUX ÉTATS-UNIS**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion à l'égard des états financiers préparés par la direction sous votre surveillance, à savoir s'ils représentent fidèlement, à tous les égards importants, la situation financière de votre organisation et s'ils sont conformes aux normes de comptabilité généralement reconnues aux États-Unis. Nous vous rappelons que l'audit des états financiers ne dégage ni le comité d'audit ni la direction de leurs responsabilités. Veuillez vous reporter à notre lettre de mission pour plus de précisions sur les responsabilités de la direction et de Crowe Horwath s.r.l.

## **PORTÉE ET CALENDRIER DE L'AUDIT**

Nous devons fournir un aperçu de la portée et du calendrier de l'audit. À cette fin, nous avons eu un entretien le 24 février 2015 au cours duquel nous avons abordé ensemble les points suivants :

- nos méthodes d'évaluation du risque d'inexactitudes importantes découlant soit d'une fraude, soit d'une erreur;
- le rôle des contrôles internes dans notre démarche d'audit;
- le concept de l'importance relative dans la planification et l'exécution de l'audit qui attache plus d'importance aux facteurs pris en compte qu'à des seuils ou à des montants précis;
- les points et les éléments de l'audit des états financiers qui, à votre avis, méritent notre attention, ainsi que votre compréhension des points suivants :
  - partage des responsabilités entre le comité d'audit et la direction;
  - objectifs et stratégies de l'entité, et risques commerciaux connexes pouvant introduire des inexactitudes importantes;
  - Communications importantes avec les organismes de réglementation;
  - tout autre sujet que vous estimez pertinent relativement à l'audit des états financiers.

## PRINCIPALES POLITIQUES DE COMPTABILITÉ, DÉCISIONS DE LA DIRECTION ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Principales conventions comptables : Le comité d'audit doit être informé de la sélection initiale des principales politiques de comptabilité et de tout changement étant apporté par la suite aux dites politiques ou à leur application. De plus, le comité d'audit doit être avisé des méthodes employées pour comptabiliser les transactions significatives inhabituelles et connaître les répercussions des principales politiques de comptabilité appliquées dans des domaines controversés ou nouveaux, en matière desquels il n'existe encore aucune règle. Nous estimons que ces obligations d'information incombent à la direction. Dans le cas présent, aucun changement ni aucune politique de comptabilité n'a dû être communiqué.

<b>Normes comptables</b>	<b>Répercussions de la mise en application</b>
<b>Transactions inhabituelles significatives</b>	Rien à déclarer
<b>Principales politiques de comptabilité appliquées dans des domaines controversés ou nouveaux</b>	Rien à déclarer

Décisions de la direction et estimations comptables : Partie intégrante des états financiers préparés par la direction, les estimations comptables se fondent sur les décisions de cette dernière, elles-mêmes fondées sur la connaissance et l'expérience découlant de situations passées et actuelles ainsi que sur des prévisions. Certaines estimations sont particulièrement délicates parce qu'elles sont importantes et aussi parce qu'elles sont susceptibles, à la suite de situations ultérieures imprévues, de s'écarter des décisions actuelles de la direction et, à court terme, de faire l'objet de modifications en profondeur.

Le tableau ci-dessous contient une brève description 1) des estimations comptables importantes sur lesquelles s'appuient les états financiers de fin d'exercice; 2) de la démarche empruntée par la direction pour formuler celles qui sont particulièrement délicates; et 3) des critères dont nous nous sommes servis pour évaluer la vraisemblance de ces estimations.

<b>Principales estimations comptables</b>	<b>Démarche de la direction</b>	<b>Éléments probants étayant notre conclusion</b>
Pertes éventuelles	L'organisation consulte un avocat pour évaluer les litiges, réclamations et évaluations en cours. Les critères d'évaluation de la direction comprennent la nature des éventualités et leurs possibles répercussions sur les états financiers.	Selon les renseignements fournis par l'avocat de l'organisation relativement à cet exercice et les discussions avec la direction, nous tirons les mêmes conclusions que cette dernière, à savoir qu'aucune perte éventuelle ne remplit les conditions de comptabilité d'exercice, soit être probable et estimable, et que, comme aucun exercice de comptabilisation n'est enregistré, il n'y a donc rien à déclarer à cet égard.

## DÉCISIONS DE L'AUDITEUR RELATIVEMENT AUX CRITÈRES QUALITATIFS DES PRINCIPALES POLITIQUES DE COMPTABILITÉ

Lors de notre prochaine rencontre, nous vous expliquerons nos commentaires sur les points ci-dessous en ce qui concerne les politiques de comptabilité de votre organisation et la publication de ses états financiers.

- Le choix des politiques de comptabilité en fonction des circonstances particulières de l'entité, compte tenu de la nécessité d'établir l'équilibre entre les coûts de la communication et les avantages qu'en tirent les lecteurs des états financiers.

- La neutralité, la cohérence et la clarté d'ensemble des renseignements divulgués dans les états financiers.
- L'incidence du calendrier des transactions par rapport au moment de leur enregistrement.
- Les conséquences possibles des principaux risques sur les états financiers et les incertitudes qui y sont rapportées.
- Les répercussions des transactions sur les états financiers, y compris les charges non récurrentes repérées pendant l'exercice, la mesure dans laquelle ces transactions sont énoncées distinctement dans les états financiers.
- Les problèmes découlant de la formulation des énoncés particulièrement délicats contenus dans les états financiers et les décisions connexes.
- Les facteurs déterminant la valeur comptable de l'actif et du passif, y compris les critères utilisés par l'entité pour établir la durée de vie utile des éléments d'actif corporels et incorporels.
- La correction des inexactitudes sélectionnées, par exemple, corriger les erreurs qui se traduisent par une augmentation des revenus déclarés, mais pas celles qui entraînent une diminution des revenus déclarés.

### **INEXACTITUDES CORRIGÉES ET INEXACTITUDES NON CORRIGÉES**

Inexactitudes corrigées : Nous sommes tenus de vous faire part de toute inexactitude significative ayant été corrigée qui a été signalée à la direction au terme de l'audit.

Or, notre audit n'en a révélé aucune.

Inexactitudes non corrigées : Nous sommes tenus de vous informer de toutes les inexactitudes relevées pendant l'audit pour l'exercice en cours et les exercices précédents et que la direction a qualifiées d'importantes, séparément ou collectivement, au regard de l'ensemble des états financiers. À cette fin, il est important de noter que nous distinguons les inexactitudes connues des inexactitudes possibles.

Or, notre audit n'en a révélé aucune.

### **AUTRES COMMUNICATIONS**

<b>Objet de communication</b>	<b>Résultats</b>
<p><b>Autres renseignements contenus dans les états financiers audités</b></p> <p>La direction peut préparer d'autres renseignements et les joindre aux états financiers. Il vous revient de déterminer quels renseignements devraient s'y retrouver. Or, en vertu des normes d'audit, nous sommes tenus de lire ces énoncés et d'évaluer leur pertinence, tant par leur forme et que par leur contenu, au regard des états financiers. Lorsque nous estimons que ces renseignements sont substantiellement incohérents, nous devons prendre les mesures correctives qui s'imposent.</p>	<p>Nous concluons que la direction n'a pas joint de tels renseignements supplémentaires à ses états financiers.</p>
<p><b>Principales difficultés survenues au cours de l'audit</b></p> <p>Nous devons vous informer de toute difficulté survenue entre nous et la direction relativement à l'audit.</p>	<p>Nos relations avec la direction pendant l'audit n'ont occasionné aucune difficulté.</p>

Objet de communication	Résultats
<p><b>Différends avec la direction</b>  Nous devons vous expliquer tout différend avec la direction, résolu de manière satisfaisante ou non, sur des questions qui peuvent, individuellement ou collectivement, influencer de façon importante sur les états financiers de l'organisation ou le rapport de l'auditeur externe.</p>	<p>Nous n'avons eu aucun différend avec la direction relativement à l'audit.</p>
<p><b>Consultations d'autres comptables</b>  Si nous avons connaissance que la direction consulte d'autres comptables à propos de l'audit et d'autres sujets connexes, nous devons vous en informer et fournir notre opinion sur les points qui ont fait l'objet de telles consultations.</p>	<p>À notre connaissance, la direction n'a pas consulté d'autres comptables relativement à l'audit et à d'autres sujets connexes. En effet, aucun comptable n'a communiqué avec nous avant de fournir un avis oral ou écrit, comme le prévoit la norme d'audit n° 50.</p>
<p><b>Déclarations de la direction demandées par l'auditeur</b>  Nous devons vous fournir une copie des déclarations écrites que nous a soumises la direction.</p>	<p>Nous vous avons fait parvenir dans un envoi séparé la copie de la lettre de déclaration soumise par la direction.</p>
<p><b>Sujets importants discutés ou ayant fait l'objet de correspondance avec la direction</b>  Nous devons vous faire part de tous les sujets importants dont nous avons discuté avec la direction ou qui ont fait l'objet d'une correspondance avec elle.</p>	<p>Aucun sujet important n'a fait l'objet de discussion ou de correspondance entre nous et la direction.</p>
<p><b>Constats et résultats importants concernant des parties liées</b>  Nous devons vous rapporter les constats et résultats importants découlant de l'audit qui ont un rapport quelconque avec les parties liées à l'organisation.</p>	<p>À notre avis, l'audit n'a donné lieu à aucun constat ni à aucun résultat devant être porté à votre attention concernant votre surveillance du processus de communication de l'information financière.</p>
<p><b>Autres constats et résultats importants à signaler</b>  Nous devons vous faire part de tout autre constat ou résultat découlant de l'audit que nous estimons important et pertinent au regard de la surveillance du processus de production de rapports financiers.</p>	<p>À notre avis, l'audit n'a donné lieu à aucun constat ni à aucun résultat important ou pertinent concernant votre surveillance du processus de production de rapports financiers.</p>

Nous sommes fiers d'être les auditeurs de confiance de votre organisation et nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre notre collaboration. Nous vous présentons ce rapport pour vous aider à assumer vos responsabilités de surveillance. N'hésitez pas à communiquer avec nous pour en discuter ou pour obtenir des explications sur d'autres sujets connexes. La présente fournit des renseignements à titre informatif seulement. Elle s'adresse au comité d'audit et, s'il y a lieu, à la direction, seules parties autorisées à en utiliser le contenu.

*Crowe Horwath LLP*  
Crowe Horwath s.r.l.

Sacramento, Californie  
22 avril 2015

April 22, 2015

Crowe Horwath LLP

400 Capital Mall, Suite 1400

Sacramento, CA 95814

Ladies and Gentlemen:

We are providing this letter in connection with your audits of the financial statements of Western Climate Initiative, Inc. as of December 31, 2014 and 2013 and for the years ended for the purpose of expressing an opinion as to whether the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position, results of operations and cash flows in conformity with accounting principles generally accepted in the United States of America.

Certain representations in this letter are described as being limited to matters that are material. Items are considered material, regardless of size, if they involve an omission or misstatement of accounting information that, in light of surrounding circumstances, makes it probable that the judgment of a reasonable person relying on the information would be changed or influenced by the omission or misstatement.

Except where otherwise stated below, immaterial matters less than \$7,000 collectively are not considered to be exceptions that require disclosure for the purpose of the following representations. This amount is not necessarily indicative of amounts that would require adjustment to or disclosure in the financial statements.

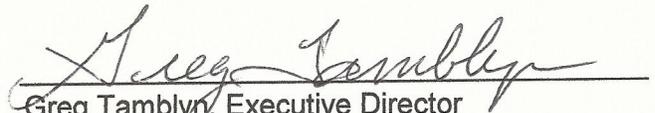
We confirm, to the best of our knowledge and belief, as of the date of this letter, the following representations made to you during your audits:

1. We have fulfilled our responsibilities, as set out in the terms of the audit engagement dated February 19, 2015 for the preparation and fair presentation of the financial statements in conformity with accounting principles generally accepted in the United States, and we believe the financial statements are fairly presented.

2. We are responsible for designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of the financial statements that are free from material misstatement, whether due to error or fraud. We acknowledge our responsibility for the design, implementation and maintenance of internal control to prevent and detect fraud.
3. All transactions have been recorded in the accounting records and reflected in the financial statements.
4. We have provided you --
  - a. Access to all financial records, documentation and other information that is relevant to the preparation and fair presentation of the financial statements.
  - b. Additional information that you have requested from us for the purpose of the audit.
  - c. Unrestricted access to persons within the entity from whom you determined it necessary to obtain audit evidence.
  - d. All minutes of directors, and committees of directors, or summaries of actions of recent meetings for which minutes have not yet been prepared.
  - e. All sales agreement terms and conditions, including right of return or price adjustment.
  - f. All regulatory examination reports and correspondence to and from regulatory agencies, including communications concerning compliance with laws and regulations or supervisory actions.
5. We have no plans or intentions that might materially affect the carrying value or classification of assets and liabilities.
6. We have identified all accounting estimates that materially affect recorded amounts and disclosures in the financial statements, and the key factors and significant assumptions underlying those estimates. We believe the estimates are reasonable in the circumstances.
  - a. Allowance for doubtful accounts.
  - b. Recognition and measurement of tax positions.
7. Adequate consideration and provision has been made, when necessary, for any material losses likely to be sustained from:
  - a. Impairment of long-lived assets when the carrying amount may not be recoverable.
  - b. Collection of receivables.
  - c. Environmental remediation liabilities.
8. Except as disclosed in the financial statements, or directly to you, there are or have been no material:

- a. Arrangements, either written or oral, with financial institutions involving compensating balances or other arrangements involving restrictions on cash balances and line-of-credit or similar arrangements.
  - b. Other financial instruments with significant "off-balance-sheet" risk of accounting loss to which the WCI, Inc. is a party.
  - c. Concentrations that make the WCI, Inc. vulnerable to the risk of a severe impact within one year from the balance sheet date (including, for example, individual or group concentrations of customers, suppliers, lenders, products, services, sources of labor or materials, licenses or other rights, operating areas or markets).
  - d. Significant accounting estimates that are susceptible to changing materially as a result of an event or change in conditions that is reasonably possible of occurrence within one year from the balance sheet date.
  - e. Liens, encumbrances or other title impairments, such as pledges as collateral, on WCI, Inc. assets at the balance sheet date.
  - f. Restrictions under borrowing agreements.
  - g. Unrecorded transactions.
  - h. Significant events that have occurred subsequent to the balance sheet date through the date of this letter that would require adjustment to, or disclosure in, the financial statements.
  - i. Expenditures deferred to future periods that are not recoverable.
  - j. Derivative financial instruments such as futures, forwards, swaps or options, or other financial instruments.
  - k. Financial instruments, such as loans and securities, with significant individual or group concentration of credit risk.
9. We have disclosed to you all known actual or possible litigation, claims and assessments whose effects should be considered by management when preparing the financial statements. These matters have been accounted for and disclosed in conformity with accounting principles generally accepted in the United States.
10. Related parties and all related party relationships and transactions, and related amounts receivable or payable, including sales, purchases, loans, transfers, leasing arrangements and guarantees, have been disclosed to you, and have been appropriately accounted for and disclosed in the financial statements in accordance with the requirements of accounting principles generally accepted in the United States.
11. Except as disclosed to you, we have no knowledge of any fraud or suspected fraud affecting the WCI, Inc. involving:
- a. Management, whether material or not.
  - b. Employees who have significant roles in internal control, whether material or not.

- c. Others when the fraud could have a material effect on the financial statements.
12. Except as disclosed to you, we have no knowledge of any allegations of fraud or suspected fraud affecting the WCI, Inc.'s financial statements received in communications from employees, former employees, analysts, regulators, or others.
13. Except as disclosed to you, there have been no:
  - a. Instances of non-compliance or suspected non-compliance with laws or regulations whose effects should be considered when preparing the financial statements.
  - b. Other material liabilities or gain or loss contingencies that are required to be accrued or disclosed by FASB ASC 450.
  - c. Communications from regulatory agencies concerning noncompliance with, or deficiencies in, financial reporting practices that could have a material effect on the financial statements.
14. We have complied with all aspects of contractual agreements that would have a material effect on the financial statements in the event of noncompliance.
15. During the course of your audit, we have provided to you physical or electronic copies of various original documents. We understand that you are relying on such copies as audit evidence in your audit and represent that copies provided are an accurate and completed representation of the original documentation and that the copies have not been modified from their original version.
16. The Organization is an exempt organization under Section 501(c)(3) of the Internal Revenue Code and is exempt from federal income tax under IRC Sec. 501(a), as evidenced by a determination letter. Any activities of which we are aware that would jeopardize the Organization's tax-exempt status, and all activities subject to tax on unrelated business income or excise tax, have been disclosed to you. All required filings with tax authorities have been filed on a timely basis and are up to date.
17. Net assets are appropriately classified between unrestricted, temporarily restricted, and permanently restricted.

  
Greg Tamblyn, Executive Director